L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 11 AOUT 1870. 43me Année—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS. MERCREDI MATIN, 10 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à 5 heures P. M., à l'entrepôt No 71, rue Ste-Anne—Meubles et effets mobiliers.

Par S. Guillaud, à onze heures, rue Canal—près l'écurie de M. Guillard—La vacherie de M. Pierre Bordenave, consistant en 24 belles vaches laitières, 1 taureau, charrettes, 1 mulet et la clientèle.

Par J. Déjan, Jr., à sa salle de ventes, rue Gravier, No 133—Meubles et pianos.

Par Eugène Tourné, au Warehouse No. 12, rue Toulouse—120 barriques vin rouge.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 26 de la rue de Chartres—Marchandises sèches étrangères.

ATTENTION!

☞ Le Shérif procèdera aujourd'hui à 5 heures P. M., à son entrepôt, No 71 rue Ste-Anne, entre celles Royale et Bourbon, Deuxième District, à l'adjudication d'une quantité de meubles et effets.

ATTENTION!

Vente ce jour, à 10 heures et demie, au Warehouse No 12 rue Toulouse, de 120 barriques vin rouge.

Voir les avis d'encan par Eug. Tourné.

Farine.—L'attention des spéculateurs est appelée sur la vente de [illegible] barils de farine, [illegible] comme devant avoir lieu demain, jeudi, à 10 heures du matin, par le ministère de Mr. [illegible] [illegible] ou Boston, en réalisant un beau profit, car elle peut être employée avec avantage dans les manufactures ou distilleries.

Les adorateurs du succès.

Il est en Angleterre et en Amérique des journaux qui ont porté aux nues l'Empereur Napoléon III, comme un homme de génie, comme le souverain le plus sagace de son siècle, ce qui ne les empêche pas, au premier échec qu'il éprouve, de l'éreinter de la plus belle façon. Si les Prussiens eussent été battus—chose qui n'est peut-être que partie remise—les mêmes feuilles eussent abîmé de leur encre la plus venimeuse le vieux roi Guillaume et son conseiller Bismarck. Les journaux dont nous parlons sont des journaux qui n'ont pas d'opinion et qui s'en vantent, qqi courtisent le succès, et qui changent de drapeau suivant que le vent souffle de tel ou tel point de l'horizon.

Nous pourrions, sans aller bien loin, en trouver sous la main qui justifient ce que nous venons de dire. Mais ces réflexions nous sont inspirées spécialement par les commentaires du *London Times*, depuis le commencement de la guerre franco-prussienne. Que ce soit l'or de la Prusse, la haine de la France, la crainte des Féniens ou nous ne savons quelle mouche, qui ait piqué l'organe de la Cité de Londres, toujours est-il que, depuis le début des hostilités, il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour nuire à la France en Europe.

Convaincu que les revers partiels éprouvés par deux généraux français, ne suffisent nullement pour assurer le triomphe définitif de l'armée prussienne, le *Times* cherche à faire croire que Napoléon est devenu imbécile, que son autorité est déjà méconnue, et il ajoute qu'une abdication est imminente. Un autre de ses confrères, le *Pall Mall Gazette*, avance que l'Impératrice fait ses préparatifs pour prendre la fuite. Ces deux feuilles qui, nous aimons à le croire, ne représentent qu'une portion du sentiment anglais, seraient bien aise que des troubles éclatassent à Paris, que la guerre civile vînt jeter le désarroi dans le gouvernement et par suite dans les mesures de défense. Mais ils se trompent étrangement sur le caractère français.

Tous les partis sentent le besoin de l'unité, et les esprits exaltés eux-mêmes sont taire leurs rancunes pour coopérer à la défense qui est en ce moment l'idée qui absorbe tous les esprits, le devoir qui réunit tous les bras. Il y a quelque chose de réellement ignoble dans le rôle que joue le *London Times* envers la France dans les circonstances présentes. C'est de l'hostilité basse et lâche contre la nation déguisée sous la forme d'une attaque contre le souverain. On dirait que le *Times* a pris un rédacteur inspiré de l'esprit qui animait l'Angleterre il y a soixante ans.

Comme le télégraphe nous fait l'honneur de nous communiquer, jour par jour, les opinions de ce journal, nous avons voulu, une fois pour toutes, dire notre opinion sur le caractère de ses attaques contre la France et son souverain; elles sont toutes marquées au cachet du mensonge et de la mauvaise foi. Que les armées françaises reprennent le dessus et renversent les rôles, le *Times* changera de langage. La Prusse lui donne, d'ailleurs, beau jeu pour cette volte-face par l'arrogance qu'elle affecte déjà à présent, vis-à-vis de l'Angleterre, en prévision d'une continuation de succès qui la conduirait une alliance avec la Russie.

La prochaine bataille.

Sans nier l'importance des revers supportés par les deux ailes de l'armée française, il nous parait certain qu'il n'y a pas eu encore de bataille décisive. MacMahon a beaucoup moins souffert qu'on ne l'avait d'abord supposé et s'il a reculé jusqu'à Saverne, c'était pour rétablir ses communications par chemin de fer avec le reste de l'armée. Ses communications sont aujourd'hui rétablies. L'armée française réorganisée présente de nouveau à l'ennemi un front de 300,000 combattants, non compris les conscrits, les volontaires et les gardes mobiles qu'on exerce à Chalons. Il est certain que pendant les deux ou trois jours qui ont suivi les batailles, les chemins de fer ont été encombrés de tous les points de la France tous les soldats restés dans les garnisons et constituant ce qu'on appelle les bataillons de dépôt, bien que les dépêches s'abstiennent de parler des renforts envoyés à l'armée.

Somme toute, les Prussiens n'ont fait en tout que quatre à cinq mille prisonniers et n'ont pris qu'un seul canon de campagne. Les pertes de l'armée française n'ont pas dû s'élever à plus de 20 ou 40,000 hommes mis hors de combat, et celles des Prussiens n'ont pas dû être moindres d'après leurs propres rapports.

Les défaites de Mac Mahon et de Frossard sont dues à des causes que nous ne pouvons encore apprécier, et nous devons nous abstenir de porter des accusations téméraires contre les commandants. Mais il est permis de penser que si toute l'armée française eût donné, le résultat eût pu être différent. Aujourd'hui, les commandants ne peuvent plus être surpris comme ont été Mac Mahon et Frossard et surtout le commandant en chef. Ils connaissent les mouvements de l'armée prussienne; ils savent à quel ennemi ils ont affaire; ils sont sur leur propre terrain, et l'occasion est propice pour eux s'ils veulent racheter les défaites de Haguenau et Forbach.

On dit que l'Empereur, malade à Châlons, avait appelé le maréchal Bazaine au commandement en chef, et que le général Lebœuf serait remplacé comme major-général par le général Trochu. Ces deux nominations si elles sont réelles, sont de nature à inspirer la plus grande confiance à l'armée, car ces deux officiers sont considérés comme ayant de hautes capacités militaires.

La prochaine bataille sera terrible, car il n'y aura pas moins de six à sept cent mille combattants engagés. Il serait peu sage d'examiner à l'avance les conséquences qu'elle pourra avoir. Nous attendons l'événement avec confiance.

ASSESSMENTS No. 22, 23, 24 ET 25.—Voyez à la colonne des notices spéciales la mort de Charles Kroeger, E. G. Bridge, Rich. T. Nolan, et de Joseph Parisey—payable au bureau de la "Mutual Aid & Benevolent Life Insurance Association" de la Louisiane, rue Carondelet, No. 100.

☞ Le général R. E. Lee, écrivant à la date du 15 janvier 1867, dit: "Grâce à son mécanisme si simple et à l'expérience qu'on ont faite ma famille, la machine à coudre favorite de ma famille est celle de WILCOX & GIBBS."

LA POUDRE LAROCHE est le purgatif végétal le plus agréable et le plus efficace et le plus énergique de tous les purgatifs. Ce médicament réunit [illegible] [illegible] [illegible] qu'elle a [illegible] [illegible] placée, depuis longtemps, au premier rang des médicaments [illegible] [illegible] pays chauds.

A vendre dans les principales pharmacies de la ville et de la campagne.

Dépôts: chez MM. Lyons & Co., 42 et 44, rue de Camp; Reinecke, 38, rue de Chartres et A. Genin, pharmacien, 204 rue Royale.

☞ La machine à coudre de Grover & Baker, qui a remporté le prix aux Foires d'Etat de la Louisiane et du Texas, se coûte que 35. Bureaux, 182, de la rue du Canal.

L'ARMÉE DU PRINCE FRÉDÉRIC CHARLES.—Par suite de la maladie du second fils du roi de Prusse, c'est le général de Gœben qui a pris le commandement de cette armée qui compte 180,000 hommes. On sait que le général de Gœben est arrivé à propos pour reprendre l'offensive au moment où le général Steinmetz, après avoir vainement essayé avec ses 80,000 hommes d'entamer les Français sous Frossard, allait abandonner l'attaque.

Les souscriptions françaises.

Les membres du bureau sont invités à se réunir ce matin à onze heures et demie chez le Président.

Le trésorier avait reçu déjà hier soir, bien près de sept mille dollars, et toutes les listes n'étaient pas rentrées. Il doit y avoir à la Nlle-Orléans près de 5,000 Français qui n'ont pas encore souscrit. Si chacun d'eux veut donner seulement une piastre ou 50 cents, le total atteindra promptement une somme suffisante pour envoyer 50,000 francs à Paris.

Hier, entre autres sommes que nous avons reçues, il y avait une pièce d'or de cinq francs enveloppée dans le quatrain suivant:

ABEILLE, recevez l'obole qu'un Alpin
Offre à ceux dont le sang grossit les flots du Rhin,
Du Rhin qui de la France au temps fut la ceinture,
Sa Mère, ses enfants te rendront ta parure.

Autres nouvelles par le câble.

COMBAT NAVAL.

Destruction d'un croiseur prussien.

Londres, 2 août.—On a reçu des dépêches importantes de la Hague, annonçant qu'un terrible combat naval a eu lieu sur la côte allemande et qu'un croiseur prussien a été détruit.

Londres, 2 août—Des télégrammes postérieurs de la Hague portent que mercredi dernier deux croiseurs français ont surpris quelques canonnières prussiennes à l'entrée de l'Elbe sur la côte allemande, à quelques milles de Cuxhaven, (village à 58 milles au nord-ouest de Hambourg, sur la rive occidentale de l'Elbe.)

L'action a été chaude, et a eu pour résultat la destruction d'une des canonnières prussiennes que les boulets des batiments français ont coulé.

Les forces de l'armée prussienne.

La dépêche suivante nous dit qu'elles sont les forces contre lesquelles a eu à lutter moins de la moitié de l'armée française:

Londres, 2 août—Voici l'importance et la disposition de l'armée prussienne:

Le duc de Mecklemberg, à l'embouchure de l'Oder, commande 108,000 hommes.

Le général Falkenstein, à l'embouchure de l'Elbe, commande 50,000 hommes.

Près d'Ems, le général Herwarth de Bittenfeld commande 50,000 hommes.

L'armée du Rhin se compose des corps suivants:

80,000 hommes à Cologne, sous le général Steinmetz.

180,000 à la jonction du Main et du Rhin, sous le prince Frédéric Charles.

Et 164,000 le long du haut Rhin, sous le prince royal Frédéric-Guillaume.

Les chefs d'état-major sont les généraux de Moltke, Blumenthal, Sporling et Stehle.

D'après la *Pall Mall Gazette*, l'armée prussienne sur la frontière s'élève à un demi-million d'hommes.

Ainsi l'on voit que MacMahon a eu à lutter contre 164,000 hommes du prince-royal Frédéric Guillaume, tandis qu'il avait à peine 50,000 hommes sous la main, et que le général Frossard, avec cinquante à soixante mille hommes, a eu à lutter contre les 80,000 hommes de Steinmetz renforcés dans l'après-midi par un ou deux corps de l'armée du prince Frédéric Charles.

Aujourd'hui toute l'armée du Rhin, forte de plus de 400,000 hommes, est concentrée en France, et il est possible que le général de Bittenfeld ait déjà passé dans le Sud de l'Alsace avec ses 50,000 hommes. Les hommes de la landwehr occupent probablement les forteresses du quadrilatère.

L'armée française du Rhin se composait de huit corps d'environ 50,000 chacun. En tenant compte des pertes il lui restait donc après les batailles 350,000 hommes, et si on déduit 50,000 hommes qui ont dû être laissés dans les forteresses, elle peut tenir la campagne avec 300,000 hommes, sans compter les renforts et les réserves de Châlons.

Les résidents prussiens à Paris.

Nous lisons dans le *Journal du Havre*:

C'est décidément le ministre des Etats-Unis qui a accepté, au départ de M. de Solms, la protection des sujets prussiens en France, après avoir, au préalable, demandé de l'assentiment du gouvernement français.

Le personnel de l'ambassade de Prusse est occupé depuis hier à vendre tout le mobilier et les chevaux qui se trouvent dans l'hôtel de l'ambassade, rue de Lille, 78. En même temps, il suffit à peine à la délivrance des passe-ports et des subsides demandés par ses nationaux qui se disposent à quitter la France. Les passe-ports sont facilement délivrés. Quant aux subsides, ils ne sont accordés que sur l'indigence scrupuleusement établie des impétrants.

M. de Quade, le ministre de Bavière, dont on annonce le départ de Paris en vertu d'un congé, a tout simplement imité l'exemple du baron de Werther; il a voulu éviter la remise de ses passe-ports, conséquence forcée des dernières résolutions de son gouvernement, et quoi qu'en dise le télégraphe de Munich, il ne reviendra pas ici, du moins avant la fin de la guerre.

Un certain nombre de correspondants de journaux allemands, ceux dont l'hostilité quand même à la France, est de notoriété publique, ont été invités à repasser la frontière. Le même ordre a été donné à trois des consuls de la Confédération du Nord lesquels sont sujets prussiens.

La *Gazette des tribunaux* annonce que dans la journée d'hier, la police aurait opéré à Paris l'arrestation de plusieurs agents prussiens, soupçonnés de manœuvres à l'intérieur et de distributions d'argent.

Il paraît, du reste, que MM. les Prussiens ne se montrent ni plus courtois, ni plus tolérants en France que dans leur pays, où en attendant mieux sans doute, ils se contentent de molester et d'insulter les femmes françaises sous prétexte de déclaration de guerre. On lit à ce sujet dans le *Gaulois*:

"Hier soir, il y a eu bataille à la gare du Nord entre Français et Prussiens. Voici ce qui s'est passé:

"Le train de cinq heures qui part pour l'Allemagne emportait bon nombre d'Allemands désireux de regagner leur patrie avant le commencement des hostilités.

"Parmi les spectateurs du départ se trouvait un élève de St-Cyr.

"Une bande de jeunes Prussiens, venus pour accompagner quelques-uns de leurs compatriotes, stationnait sur le quai. En voyant le Saint-Cyrien, ces jeunes gens eurent le mauvais goût d'entonner quelques chants patriotiques allemands. Le Français ne bougeait pas; ce voyant, les Prussiens se rapprochèrent de lui et chantèrent encore plus fort!

"Que voulez-vous de moi, dit le Saint-Cyrien?

"—Vive la Prusse! répondirent les Prussiens."

"N'écoutant que son courage, l'élève de Saint-Cyr lança un violent coup de poing à un de ses persécuteurs. Tous les Prussiens fondirent alors sur lui. Intervention du chef de gare et de quelques employés qui fondirent sur MM. les bismarkiens à grands coups de poing et finirent par les flanquer à la porte."

Le même journal ajoute les sages considérations qui suivent:

"Les personnes de nationalité prussienne qui habitent Paris, et qui nous font l'honneur de prolonger leur séjour ici, peuvent être tranquilles. Elles sont sous la sauvegarde française.

"Elles auront cependant à se rappeler que, si douloureux que puisse être, pour leur patriotisme, l'élan de nos populations, elles nous doivent de le respecter.

"Il nous revient malheureusement qu'en cent endroits divers, des Prussiens, irrités de ce qu'ils entendaient, ont injurié les passants.

"Ce n'est qu'une faute, mais c'en est une; et tout en comprenant ce qu'il y a de pénible, pour des étrangers, à assister au grand spectacle d'une nation qui se lève contre eux, ils comprendront, pensons-nous, que nous avons droit à leur neutralité, tant qu'ils sont nos hôtes.—Hector Pessard."

On lit enfin dans le *Paris-Journal*, sous ce titre: *Bismark est bien renseigné*:

"Quoi de plus naturel? Nous avons à Paris un grand nombre de personnes, originaires de Francfort et de Berlin. La plupart sont à la tête d'importantes maisons de banque et de commerce. Les uns partent, les autres restent, et sont témoins de l'élan patriotique auquel est en proie la capitale depuis quelques jours.

"Nous ne voulons dénoncer personne. Mais notre conviction bien formelle est que le gouvernement prussien est renseigné jour par jour, heure par heure, minute par minute, de tout ce qui se dit, de tout ce qui se fait à Paris. Le gouvernement le sait, et il le tolère. Il le tolère dans un moment où tout ce qu'il y a de Français en Prusse est en butte à toutes les tracasseries, à toutes les avanies, à tous les mauvais traitements dont est susceptible la police bismarkienne.

"Une telle indifférence est regrettable. Mais, après tout, nous avons quelque raison de croire que les rapports de ces agents officieux sur le rôle exact de ce qui se passe ici. Et dans ce cas, le tableau de l'enthousiasme parisien ne doit certainement que d'impressionner vivement le roi de Prusse."

☞ Les comités de machines à coudre des Foires d'Etat de la Louisiane et du Texas, tenues en 1869, ont sanctionné les précieuses qualités de celle de Grover & Baker en lui accordant le premier prix destiné à la meilleure machine pour famille.

L'Origine de la Guerre.

La circulaire suivante adressée par le ministre des affaires étrangères aux agents diplomatiques de la France ne laisse aucun doute sur les causes réelles de la guerre. Nous engageons les journaux américains qui accusent Napoléon III d'avoir provoqué la guerre sans aucun motif sérieux à étudier ce document que nous reproduisons en entier à cause de son importance:

"Paris, le 21 juillet 1870.

"Monsieur.... vous connaissez déjà l'enchaînement des faits qui nous ont conduits à une rupture avec la Prusse. La communication que le gouvernement de l'Empereur a portée, le 15 de ce mois, à la tribune des grands corps de l'Etat, et dont je vous ai envoyé le texte, a exposé à la France et à l'Europe les rapides péripéties d'une négociation dans laquelle, à mesure que nous redoublions nos efforts pour conserver la paix, se dévoilaient les secrets desseins d'un adversaire résolu à la rendre impossible. Soit que le cabinet de Berlin ait jugé la guerre nécessaire pour l'accomplissement des projets qu'il préparait de longue date contre l'autonomie des Etats allemands, soit que, peu satisfait d'avoir établi au centre de l'Europe une puissance militaire devenue redoutable à tous ses voisins, il ait voulu mettre à profit la force acquise pour déplacer définitivement à son avantage l'équilibre international, l'intention préméditée de nous refuser les garanties les plus indispensables à notre sécurité aussi bien qu'à notre honneur, se montre avec la dernière évidence dans toute sa conduite.

"Voici, à n'en pas douter, quel a été le plan combiné contre nous. Une entreprise, préparée mystérieusement par des intermédiaires inavoués devait, si la lumière n'eût été faite avant l'heure, mener les choses jusqu'au point où la candidature d'un prince prussien à la couronne d'Espagne aurait été soudainement révélée aux Cortès assemblées. Un vote enlevé par surprise, avant que le peuple espagnol eût eu le temps de la réflexion, proclamait, on l'a espéré du moins, le prince Léopold de Hohenzollern héritier du sceptre de Charles-Quint. Ainsi, l'Europe se serait trouvée en présence d'un fait accompli; et, spéculant sur notre déférence pour le grand principe de la souveraineté populaire, on comptait que la France, malgré un déplaisir passager, s'arrêterait devant la volonté ostensiblement exprimée d'une nation pour laquelle on savait toutes nos sympathies.

"Dès qu'il a été instruit du péril, le gouvernement de l'Empereur n'a pas hésité à le dénoncer aux représentants du pays comme à tous les cabinets étrangers; contre cette manœuvre, le jugement public de l'opinion devenait son plus légitime auxiliaire. Les esprits impartiaux ne se sont trompés nulle part sur la véritable situation des choses; ils ont vite compris que si nous étions péniblement affectés de voir tracer à l'Espagne, dans l'intérêt exclusif d'une dynastie ambitieuse, un rôle si peu fait pour la loyauté de ce peuple chevaleresque, si peu conforme aux instincts et aux traditions d'amitié qui l'unissent à nous, nous ne pouvions avoir la pensée de démentir notre constant respect pour l'indépendance de ses résolutions nationales.

"On a senti que la politique peu scrupuleuse du gouvernement prussien était ici seule en jeu. C'est ce gouvernement, en effet, qui, ne se croyant pas lié par le droit commun et méprisant les règles auxquelles les plus grandes puissances ont eu la sagesse de se soumettre, a tenté d'imposer à l'Europe abusée une extension si dangereuse de son influence.

"La France a pris en mains la cause de l'équilibre, c'est-à-dire la cause de tous les peuples menacés comme elle par l'agrandissement disproportionné d'une maison royale. En agissant ainsi, se plaçait-elle, comme on a voulu le faire croire, en contradiction avec ses propres maximes? Assurément non.

"Toute nation, nous aimons à le proclamer, est maîtresse de ses destinées. Ce principe, hautement affirmé par la France, est devenu l'une des lois fondamentales de la politique moderne. Mais le droit de chaque peuple, comme de chaque individu, est limité par le droit d'autrui, et il est interdit à une nation, sous prétexte d'exercer sa souveraineté propre, de menacer l'existence ou la sécurité d'un peuple voisin. C'est dans ce sens qu'un de nos grands orateurs, M. de Lamartine, disait, en 1847 que, lorsqu'il s'agit du choix d'un souverain, un gouvernement n'a jamais le droit de prétendre et a toujours le droit d'exclure. Cette doctrine a été admise par tous les cabinets dans les circonstances analogues à celles où nous a placés la candidature du prince de Hohenzollern, notamment en 1831 dans la question belge, en 1830 et en 1862 dans la question hellénique.

"Dans les affaires belges, c'est la voix de l'Europe elle-même qui s'est fait entendre, car ce sont les cinq grandes puissances qui ont décidé.

"Les trois cours qui avaient pris en mains la cause du peuple hellène, s'inspirant d'une pensée d'intérêt général, étaient convenues déjà entre elles de ne point accepter le trône de Grèce pour un prince de leur famille.

"Les cabinets de Paris, de Londres, de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg, représentés dans la conférence de Londres, s'approprièrent cet exemple; ils en firent une règle de conduite pour tous dans une négociation où était engagée la paix du monde, et rendirent ainsi un solennel hommage à cette grande loi de la pondération des forces, qui est la base du système politique européen.

"Vainement le congrès national de Belgique persista, malgré cette résolution, à élire le duc de Nemours. La France se soumit à l'engagement qu'elle avait pris et refusa la couronne apportée à Paris par les députés belges. Mais elle imposa à son tour la nécessité qu'elle subissait en frappant d'exclusion la candidature du duc de Leuchtenberg, que l'on avait opposée à celle du prince français.

"En Grèce, lors de la dernière vacance du trône, le gouvernement de l'Empereur combattait à la fois la candidature du prince Alfred d'Angleterre et celle d'un autre duc de Leuchtenberg.

"L'Angleterre, reconnaissant l'autorité des considérations invoquées par nous, déclara à Athènes que la reine n'autoriserait pas son fils à accepter la couronne de Grèce. La Russie fit une déclaration semblable pour le duc de Leuchtenberg, bien qu'à raison de sa naissance ce prince ne fût pas considéré absolument par elle comme membre de la famille impériale.

"Enfin, l'Empereur Napoléon a spontanément appliqué les mêmes principes dans une note insérée au *Moniteur* du 1er septembre 1860, pour désavouer la candidature du prince Murat au trône de Naples.

"La Prusse, à qui nous n'avons pas manqué de rappeler ces précédents, a paru un moment céder à nos justes réclamations. Le prince Léopold s'est désisté de sa candidature; on a pu se flatter que la paix ne serait pas troublée. Mais cet espoir a bientôt fait place à des appréhensions nouvelles, puis à la certitude que la Prusse, sans retirer sérieusement aucune de ses prétentions, cherchait seulement à gagner du temps. Le langage d'abord hésitant, puis décidé et hautain, du chef de la maison de Hohenzollern, son refus de s'engager à maintenir le lendemain la renonciation de la veille, le traitement infligé à notre ambassadeur, auquel un message verbal a interdit toute communication nouvelle pour l'objet de sa mission de conciliation, enfin la publicité donnée à ce procédé insolite par les journaux prussiens et par la notification qui en a été faite aux cabinets, tous ces symptômes successifs d'intentions agressives ont fait cesser les doutes dans les esprits les plus prévenus. L'illusion est-elle permise quand un souverain qui commande à un million de soldats, déclare, la main sur la garde de son épée, qu'il se réserve de prendre conseil de lui seul et des circonstances? Nous étions amenés à cette limite extrême où une nation qui sent ce qu'elle se doit ne transige plus avec les exigences de son honneur.

"Si les derniers incidents de ce pénible débat ne jetaient pas une assez vive lumière sur les projets nourris par le cabinet de Berlin, il est une circonstance, moins connue jusqu'à ce jour, qui donne à sa conduite une signification décisive.

"L'idée d'élever au trône d'Espagne un prince de Hohenzollern n'était pas nouvelle. Déjà, au mois de mars 1869, elle avait été signalée par notre ambassadeur à Berlin, qui était aussitôt invité à faire savoir au comte de Bismark comment le gouvernement de l'Empereur envisagerait une éventualité semblable. M. le comte Benedetti, dans plusieurs entretiens qu'il avait eus à ce sujet, soit avec le chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, soit avec le sous secrétaire d'Etat chargé de la direction des affaires étrangères, n'avait pas laissé ignorer que nous ne pourrions admettre qu'un prince prussien vînt à régner au-delà des Pyrénées.

"Le comte de Bismark, de son côté, avait déclaré que nous ne devions nullement nous préoccuper d'une combinaison que lui-même jugeait irréalisable, et en l'absence du chancelier fédéral, dans un moment où M. Benedetti avait cru devoir se montrer incrédule et pressant, M. de Thile avait engagé sa parole d'honneur que le prince de Hohenzollern n'était pas et ne pouvait pas devenir un candidat sérieux à la couronne d'Espagne.

"Si l'on devait suspecter la sincérité d'assurances officielles aussi positives, les communications diplomatiques cesseraient d'être un gage de la paix européenne; elles ne seraient plus qu'un piège ou un danger. Aussi, bien que notre ambassadeur transmît ces déclarations sous toutes réserves, le gouvernement de l'empereur avait-il jugé convenable de les accueillir favorablement. Il s'était refusé à en révoquer en doute la bonne foi jusqu'au jour où s'est révélée tout d'un coup la combinaison qui en était la négation éclatante.

"En revenant inopinément sur la parole qu'elle nous avait donnée, sans même tenter aucune démarche pour se dégager envers nous, la Prusse nous adressait un véritable défi. Eclairés, dès lors, sur la valeur que pouvaient avoir les protestations les plus formelles des hommes d'Etat prussiens, nous avions le devoir impérieux de prévenir, dans l'avenir, toute surprise, en exigeant une garantie dont nous ne pussions contester l'efficacité. Nous devions donc insister, comme nous l'avons fait, pour obtenir la certitude qu'une renonciation qui se produisait avec des restrictions sous lesquelles étaient, cette fois, définitive et sérieuse.

"Il est juste que la cour de Berlin ait devant l'histoire la responsabilité de cette guerre, qu'elle avait les moyens d'éviter et qu'elle a voulue. Et dans quelles circonstances a-t-elle recherché la lutte? C'est lorsque, depuis quatre ans, la France lui donnant le témoignage d'une modération continue, s'abstenait, avec un scrupule peut-être exagéré, d'invoquer contre elle des traités conclus sous la médiation même de l'Empereur, mais dont l'oubli volontaire ressort de tous les actes d'un gouvernement qui songeait déjà à s'en affranchir au moment où il y souscrivait.

"L'Europe a été témoin de notre conduite, et elle a pu la comparer à celle de la Prusse pendant le cours de cette période. Qu'elle prononce aujourd'hui sur la justice de notre cause. Quel que doive être le sort des batailles, nous attendons sans inquiétude le jugement de nos contemporains comme celui de la postérité.

"Agréez, etc.

"*Signé:* GRAMONT."

PAR LE TELEGRAPHE.

Dépêches Transmises à "l'Abeille."

L'armée Française concentrée devant Metz.

Bazaine dirige les opérations.

L'Empereur s'est transporté au quartier-général du commandant en chef.

Le général Changarnier lui a été présenté.

Enumération des forces en ligne.

Bazaine 130,000 hommes.

McMahon 50,000.

Canrobert 50,000.

Plusieurs Départements mis en état de siége.

Grande activité à Paris.

Enrolements et Fortifications.

Patriotisme des entrepreneurs de travaux.

Ouverture du Corps Législatif.

Un ordre du jour dirigé contre le ministère.

Il est voté à une grande majorité.

M. Ollivier demande la suspension de la séance.

Article du Journal Officiel.

Diplomatie et guerre à la fois.

Le ministre français à Rome et le cardinal Antonelli.

Nouvelles européennes.

Londres, 9, 2.30 P. M.—Le correspondant parisien du *Manchester Examiner* mande par le télégraphe que l'Italie et l'Autriche envoient chacune 100,000 hommes pour aider la France.

L'impératrice Eugénie, suivant la *Pall Mall Gazette*, se prépare à prendre la fuite.

L'armée à Metz est encore en voie de réorganisation complète.

Londres, 9—Le *Times* attribue les désastres français à l'obstination de l'empereur à refuser les avis militaires sensés, et aussi à sa maladie. Le *Times* dit: "Les partis feront payer à l'empereur la peine de son échec; son nom est déjà laissé de côté dans les actes par lesquels la régence cherche à rallier le peuple. Les choses s'arrangent comme si on se s'attendait pas à ce qu'il reprenne le pouvoir, comme si on essayait de voir comment on pouvait se passer de lui. La seule question est de savoir qui prononcera le premier mot d'abdication?"

Edmond About écrit de l'armée et condamne amèrement la mauvaise direction de l'empereur. Il dit: "ayant déclaré la guerre, il a laissé les Prussiens la commencer. Il est vrai qu'aucune des deux parties belligérantes n'était prête, mais les Français ont perdu 20 jours à des marches et des contremarches. Ils ont été surpris à Wissembourg par l'ennemi, sans avoir de vedettes pour surveiller, d'éclaireurs pour arrêter l'ennemi, ni de plan pour le repousser."

Paris, 9—La *Patrie* dit: "le gouvernement fait appel à tous les anciens officiers, sous-officiers et soldats ayant servi dans les armées de France pour qu'ils reprennent leurs grades dans les régiments de volontaires ou de la garde-mobile, qui doivent être envoyés aux lignes immédiatement. Cette requête a été accueillie avec enthousiasme, et un grand nombre ont répondu à l'appel.

Il y a eu, aujourd'hui, deux séances du conseil des ministres.

Le général Changarnier a quitté sa résidence hier pour aller chercher un commandement au quartier général. Des milliers de personnes l'ont accompagné au chemin de fer.

Metz, 8, au soir—L'armée se concentre pour marcher vers les Vosges et défendre les passages. La nuit est calme. Il n'y a pas eu d'engagement aujourd'hui.

Paris, 9 août—Le *Volontaire* (journal fondé par Clément Duvernois) dit: Le général Changarnier, aussitôt qu'il a appris l'affaire de Weissembourg, a télégraphié pour demander un commandement.

Ce matin, les journaux disent qu'il n'y a rien de certain au sujet de la conduite que tiendra l'Autriche. La Russie la fait tenir tranquille en lui faisant des promesses.

La *Patrie* dit: le bruit avait couru que la Bourse serait fermée aujourd'hui à midi. Rien de semblable n'a eu lieu. Il n'y a pas eu de troubles ici.

Les autorités ayant été averties que la société l'Internationale se proposait de faire des démonstrations, avait pris, pour empêcher tout désordre, des précautions qui eussent été efficaces, si l'on eût tenté de troubler l'ordre.

Rome, 9—L'embarquement des troupes françaises qui a été complété hier, aurait eu lieu plusieurs jours plus tôt sans une tempête qui y a mis obstacle.

Le *Journal Officiel* annonce avec une chaleureuse approbation que l'Italie est prête à envoyer 100,000 soldats au secours de la France.

Il n'y a pas eu de bataille aujourd'hui. Le corps du général de Failly qui n'a pas été engagé dans l'action récente, est le point de ralliement de l'armée. On a reçu la proclamation des ministres avec enthousiasme.

Le ministre de l'Intérieur a pris des mesures pour faire afficher, à la Bourse et aux Mairies, les Bulletins de la guerre.

Des mesures seront prises pour renforcer les fortifications autour de Paris.

Londres, 9—Le *Pall Mall Gazette* dit tenir de sources particulières à Paris, l'assurance que l'empire est à la veille d'une chûte. On attend les Allemands à Paris même, s'ils ne sont arrêtés dans leurs marche.

"L'empire est mort. Les Parisiens accolent des armes et ils sont tous républicains de cœur. On parle déjà de l'établissement d'un gouvernement provisoire; par l'influence des orléanistes, les généraux Changarnier et Trochu sont dans l'ascendant, et des impérialistes éminents quittent la France.

Paris, 9—Le ministre de l'intérieur a lancé une proclamation annonçant que [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] Celui-ci [illegible] [illegible] ministres ont le droit d'interdire toutes publications de nature à exciter ou à entretenir des désordres. Comme la proposition que fait le *Siècle* d'instituer un comité de défense tend à l'anarchie, et compromet l'unité d'action et donne lieu à une agitation inutile, sur avis du conseil des ministres, il a été décidé que les autorités militaires appliqueront des mesures de prescription contre tout journal renouvelant des propositions de ce genre.

Paris, 9—Les journaux républicains et démocrates conseillent une réunion immédiate du Corps Législatif et l'armement du peuple. Ils blâment tous fortement les hommes qui ont été au pouvoir et qui ont compromis le salut de la nation. Les députés au Corps Législatif, à Paris, se trouvent maintenant à Paris, se sont réunis hier dans les bureaux et se sont entendus sur la composition du gouvernement provisoire.

On met une grande activité pour compléter les volontaires dans toutes les parties de la ville. 25,000 journaliers, aidés de 6000 marins, travaillent aux fortifications.

Le *Gaulois* dit: Ces fausses nouvelles de victoires qui ont été répandues à Strasbourg la semaine dernière, à la mairie de Strasbourg, ont produit qu'il y avait une tentative précipitée de poursuite.

Par le câble à la Presse Associée.—Metz, 8, 9 h. 30 A. M.—L'ennemi s'est concentré en grande partie devant Metz. Le maréchal Bazaine commande les opérations. Le corps du général Frossard s'est retiré en bon ordre sur Metz. Tout a été tranquille pendant la nuit. L'empereur vient de se rendre au quartier-général du maréchal Bazaine.

Metz, 8, 9 h. 10 P. M.—Le général Changarnier est arrivé ici. Il a été conduit du chemin de fer à la préfecture par d'honorables citoyens. Le général était en habit de ville. Il a été immédiatement introduit auprès de l'empereur. Le public, ici, voit avec faveur le retour du général Changarnier.

Londres, 9—Des avis authentiques de France montrent que le maréchal Bazaine, commandant en chef, a 130,000 hommes à Metz; le maréchal McMahon 50,000 à St-Avorne et le maréchal Canrobert 50,000 à Nancy.

Paris, 9—Le *Journal Officiel* contient les avis et décrets suivants: Le ministre Washburne a été reçu hier par l'impératrice qui lui a remis pour le président Grant une réponse concernant le rappel du ministre Berthemy.

Les départements de la Côte d'Or, Saone et Loire, Ain et Rhône, sont déclarés en état de siége.

Le rapport suivant a été télégraphié de Metz hier:

A 10.15 A. M., Le corps du gén. Failly qui n'avait pas été engagé, est le point de ralliement de l'armée. Il n'a pas été dérangé. Le maréchal McMahon a exécuté les mouvements à lui prescrits. Il n'y a pas eu d'engagement aujourd'hui.

Un décret relatif à l'incorporation dans les rangs de la garde nationale de tous les citoyens entre les âges de 30 à 40 ans qui n'appartiennent pas déjà à quelqu'une des organisations militaires, convoque tous les chefs de corps et prescrit le réarmement immédiat de la garde avec des fusils se chargeant par la culasse, dans les sections où la garde nationale n'avait pas encore été organisée.

Les chefs de bataillons ont déjà été nommés, et grâce à l'efficacité des mesures prises, l'organisation de la garde nationale s'étendra bientôt dans toute la France.

Dans le département de la Seine où cette organisation est plus forte, la garde nationale a déjà donné des preuves de dévouement et de patriotisme qui ne peuvent être changées par les circonstances que nous subissons.

Sur la demande du ministre de la guerre, le préfet de la Seine a chargé, ce matin, les ingénieurs du service municipal, de l'exécution des plans pour renforcer les fortifications de Paris. Le service sera organisé immédiatement et divisé entre 3 ingénieurs et 11 assistants. Chaque chef sera chargé d'un arrondissement.

Hier à 2 heures, la direction du service en présence des généraux et des colonels directeurs des fortifications, a ouvert des négociations avec les plus grands entrepreneurs de Paris.

Les entrepreneurs ont dit qu'ils ne feraient aucunes conditions, mais qu'ils mettaient leurs fortunes, leurs personnes, leurs services et leur expérience à la disposition des autorités pour la défense de Paris. Les officiers et les ingénieurs ont pris immédiatement possession des ateliers offerts par les contracteurs.

Hier soir, des affiches, distribuées dans la ville, invitaient tous les citoyens âgés de 30 à 40 ans, à se présenter dans les trois jours à la mairie pour se faire enrôler dans la garde nationale. Aussitôt que l'enrôlement sera fini, la distribution des armes aura lieu.

Londres, 9—Des lettres de Paris disent que les citoyens s'inquiètent peu de la loi martiale et qu'ils continuent à s'attrouper dans les rues et à discuter la guerre.

New York, 9—Une dépêche du cable au *Herald*, à la date du 9, de Londres, dit: "une dépêche de Carlsruhe datée d'aujourd'hui, dit que Strasbourg est cerné par une armée de 60,000 hommes de troupes allemandes, la plupart du Sud. La ville doit se rendre, attendu que la garnison n'est que de 7000 hommes. La marche de l'aile droite prussienne de Saarlouis et de Trèves a commencé. On suppose qu'elle est commandée par le prince Fred. Charles.

Paris, 9 au soir—Le Corps législatif s'est réuni aujourd'hui. Un ordre du jour dirigé contre le ministère a été proposé par Clément Duvernois et adopté par une grande majorité. M. Ollivier a demandé la suspension de la séance pendant quelques minutes.

La proclamation de la loi martiale a été plutôt une mesure de précaution qu'une mesure impérative, et le gouvernement ne compte pas l'exécuter avec rigueur.

Le *Journal Officiel* après avoir énuméré les ressources et parlé de l'esprit patriotique de la nation, qui a toujours été un obstacle à l'ambition prussienne, demande qu'elle autre puissance voudrait voir la Prusse se rendre maîtresse de la mer du Nord et de la mer Baltique, envahir les petits Etats et acquérir une prépondérance dangereuse. Il est évident déjà que l'Angleterre est satisfaite des assurances catégoriques de la France et qu'elle se hâte d'assurer la frontière Nord de la France en faisant respecter la neutralité de la Belgique. En Suède, en Norwège et dans le Danemark le sentiment populaire est avec la France dans la meilleure entente. L'Autriche et l'Italie agissent en ce moment et consent de l'embarras à la Prusse.

La diplomatie française n'est pas plus oisive que ne le seront les armes françaises et la France prouvera qu'elle n'a pas dégénéré.

Paris, 9—Un correspondant du *Temps* rapporte ainsi l'entrevue entre le ministre de France et le cardinal Antonelli, le 30 juillet. Le premier ayant lu une dépêche du duc de Gramont décidant l'évacuation de Rome par les troupes françaises, Antonelli dit, sans paraître troublé: J'en parlerai au Saint-Père.—Alors, je puis espérer une réponse dans la soirée, dit le ministre. Je vous recevrai avec plaisir, répondit le cardinal.

Dans la soirée le marquis de Banneville alla voir le Cardinal, et le colloque suivant eut lieu entre les deux personnages. Le marquis.—Qu'a dit sa Sainteté? Cardinal.—Le Pape a dit: Dieu pourvoira à ma protection. J'aime à ne jamais plus revoir les troupes françaises. Le marquis: Est-ce tout? Le Cardinal: Tout.

Hambourg, 9—On a obstrué l'Elbe pour empêcher l'entrée de la flotte française, et laissé un étroit passage devant l'Ile aux Oies, pour la navigation des steamers marchands.

Paris, 9—Le général Trochu a commencé à remplir ses fonctions de major-général de l'armée.

On ne sait pas si le maréchal Lebœuf aura un commandement.

Londres, 9—Le bruit nous est parvenu que les Prussiens sont à Mulhouse, à 61 milles sud-ouest de Strasbourg.

Paris, 9 août—Les rentes, à l'ouverture, étaient cotées 65 et 40.

Rome, 7 août (par Paris, le 9)—Le général Dumont commandant les forces françaises, est parti hier soir avec un autre détachement de troupes. Il se rend à Lyons pour prendre le commandement d'une division de l'armée en campagne.

Le général Guilhem qui doit surveiller aujourd'hui l'embarquement des derniers soldats, a obtenu une audience du Saint-Père, qui l'a gracieusement reçu.

Berlin, 9—La perte des Français à la bataille de Woerth, samedi dernier, a été de 5000 hommes, tués, blessés et manquants, et de 6000 prisonniers. Les bagages, la caisse et deux grands trains de chars avec des provisions et des munitions du maréchal Mac Mahon ont été capturés. La cavalerie Prussienne, en poursuivant l'ennemi, a fait prisonniers 1000 traînards qui avaient jeté leurs armes.

La perte totale des Prussiens est de 3,500 hommes, tant tués que blessés.

Dernière date d'Europe.—Washington, 10 août—1 h. du matin.—Nouvelle de la dernière heure—"Pas de bataille depuis samedi."

Nouvelles de Washington.

Washington, 9—Le Revenu a touché aujourd'hui $818,000.

On adhère à la récente décision du département du Trésor que les navires arrivant dans les eaux américaines ne peuvent changer leurs papiers d'expédition. Cette décision est motivée par le fait de quelques navires qui, expédiés d'abord pour New-York, ont changé leurs papiers pour les ports de New-Jersey afin d'éviter les règlements de la quarantaine.

Voici la situation des navires qui composent l'escadre du Nord-Atlantique: Le Nantucket et Swatora sont à Santo Domingo; le Congress, le Dictator et le Saugus à Key West, le Severn à Hampton Roads; le Tuscarora est engagé à convoyer des navires blindés de New-York à Key West et le Yantic fait des sondages.

Washington, 9—Le Président et le cabinet sont d'avis que la légalité et une bonne politique demandent qu'il y ait une élection en Géorgie l'automne prochain. L'avocat-général est surtout fortement de cette opinion.

Nouvelles Diverses.

Raleigh, Caroline du Nord, 9—Les retours d'élection viennent lentement, mais on en sait assez pour assurer que l'élection de cinq démocrates au Congrès est hors de doute. Les démocrates ont de certainement 22 sénateurs et 75 représentants, si ce n'est plus.

Un député marshall des Etats-Unis a servi hier à Kirk les writs d'habeas corpus lancés par le juge Brooks pour amener les prisonniers devant celui-ci à Salisbury. Kirk a dit qu'il répondrait après avoir consulté Holden.

Douze machinistes des ateliers du chemin de fer de la Caroline du Nord, dans le comté d'Alamance, ont été arrêtés hier par Bergen, lieutenant-colonel de Kirk. L'honorable Josiah Turner, rédacteur du *Sentinel*, a été emmené à Yanceyville et est maintenant en prison.

New York, 9—L'Hon. Jefferson Davis est arrivé aujourd'hui de Baltimore à l'Hôtel de New York, où il reçoit de nombreuses marques d'attention des hommes du Sud.

New York, 9, au soir—Argent facile de 3 à 5. Change 9½. Or 117.1⁄8. Gouvernements calmes et fermes.

Fonds du Sud sans changement. Louisiane, vieux, 66; nouveaux, 65; Levée 8s. 68 1⁄4; 8s 69.

Omaha, 9—Le Président a désigné J. M. Parker pour remplacer les receveurs des Peaux-Rouges au bord de l'Ouest.

La variole fait des victimes à Fort Benton.

Indianapolis, 9—Le président Grant est arrivé ici à 2.30 P. M. Il a dîné et a repris sa route vers l'Ouest.

Columbus, Ohio, 9—La convention républicaine d'Etat se réunit demain.

Terre-Haute, Indiana, 9—Le Président Grant et ceux qui l'accompagnaient, ont passé ici ce soir. Le Président a quitté un train spécial pour un ami à la station de Terre-Haute, distance de 75 milles, à des [illegible] [illegible] [illegible].

Marchés Européens.

Liverpool, 9 au soir—Expédition de coton de Bombay, depuis le dernier rapport, 14,000 balles.

Londres, 9 août au soir—Consolidés 90 7⁄8. Les 5 pour cent de 1862 à 86. Les stokes se maintiennent.

Marchés Américains.

New York, 9 au soir—Coton inactif à la clôture. Vendu 800 balles. Mid. 18 1⁄2. Farine lourde à 5 cts de baisse.

Charleston, 9—Coton plat. Mid. 18. Vendu 21 balles. Reçu 52. Stock 2,050.

Savannah, 9.—Pas d'affaires sur le coton. Low Mid. 16 1⁄2 à 16 3⁄4. Reçu 285 balles. Stock 2886.

Mobile, 9.—Coton calme. Mid. 17 1⁄4. Vendu 100 balles. Reçu 30. Stock 18,819.

Galveston, 9.—On croit à une hausse sur le coton. Bon ordinaire 14 à 14 1⁄2. Reçu 38 balles. Stock 600. Change sur Londres à 60 jours, 10; sur Paris, 30 pm.

Memphis, 9—Coton calme et ferme. Mid. 17 3⁄4 à 18 c.

Louisville, 9—Toile d'emballage, Farine, Grain, provisions et whisky sans changement. Coton faible. Mid. 18. Vendu 130 boucauts de tabac de 5 ½ à 6 75.

Cincinnati, 9—Farine inactive et sans changement. Maïs plat à 85. Coton, un peu plus ferme. Mid. 18 1⁄2 à 19 1⁄2. Whisky 96. Porc nominal et sans changement. Bacon 14. Jambons sucrés 25.

Chicago 9—Farine inactive et plus facile. Maïs plat.

Nouvelles des Rivières.

Vicksburg, 9—Descendant, les steamers Colonial, Grand Era, W. R. Arthur, Molly-et W. S. Lockwood.

Cincinnati, 9—La rivière a baissé de 17 pouces depuis 24 heures, et il n'y a que 10 pieds 7 pouces dans le chenal. Le temps est couvert: thermomètre 88 à midi.

(Dernière Heure.)

Washington, 9 août—Sommaire des nouvelles étrangères.

Le Corps Législatif se réunit aujourd'hui. Le ministère fait des appels énergiques au peuple. Il soutient que la France peut mettre deux millions d'hommes en campagne s'il est nécessaire.

Le ministère assure que Paris est imprenable. Il y a beaucoup d'agitation à Paris mais peu de désordre.

Un comité national pour la France a été nommé avec pouvoir d'agir dans toutes les circonstances qui exigeront de la guerre.

La nouvelle de la nomination du maréchal Bazaine comme commandant en chef de l'armée française est confirmée.

Rome, 9—Les derniers français de l'armée d'occupation sont partis de Civita Vecchia à bord des steamers Magellan et Panama pour Marseilles. Ils seront envoyés directement vers le théâtre de la guerre.

Liverpool, 9 midi—Le mouvement du marché de coton est attribué au succès des Prussiens. L'impression générale ici est que les victoires prussiennes sont un augure du rétablissement prochain de la paix.

Londres, 9 août—La dépêche officielle suivante est datée de Hambourg, Palatinat, à 9 heures 45 A. M. 8 août:

Hier, matin, après la bataille de Woerth, l'ennemi s'est retiré dans le plus grand désordre.

L'artillerie française a essayé de tenir à Niederbronn, mais cette ville a été prise par les Bavarois. L'ennemi s'est retiré sur la route qui conduit à Bitsche.

La cavalerie de Wurtemberg s'empara des provisions de l'ennemi et de quatre pièces de canon à Reichshoffen. Les morts et les blessés de l'ennemi couvraient le chemin que suivait l'armée en retraite.

Nous avons occupé, ce matin, Haguenau que l'ennemi avait évacué. Les troupes allemandes ont les deux rives de la rivière Saar, car ils avaient occupé Sarguemines et Forbach après une légère résistance.

Munich, 9 août—Le roi de Bavière fait le rapport suivant sur la bataille de Woerth:

"Dans la matinée du 7, de bonne heure, nos troupes venaient de quitter leur bivouac pour marcher sur Erguisheim quand le bruit du canon fut entendu.

Cette bataille s'engagea bientôt et nous rejoignimes l'ennemi. Le premier corps qui était engagé avec l'ennemi.

Les troupes bavaroises furent immédiatement mises en ligne et elles participèrent à l'attaque des hauteurs de Gunenderf qui furent emportées vers les 5 heures. Les Français ayant été repoussés avec de lourdes pertes. L'ennemi a été chassé et refoulé.

Le Roi a adressé des ordres de félicitations au second corps qu'il remercie pour sa bravoure et sa brillante conduite.

Paris, 9—Il y a un immense soulèvement du peuple de France pour repousser l'invasion prussienne.

On dit officiellement que deux millions d'hommes sont prêts à marcher et que le corps de réserve comptera un million. Le peuple demande à grands cris une organisation des chefs.

Londres, 9 août, midi—Consolidés 90 1⁄8. Bonds fermes à 84. Actions fermes.

Liverpool, 9 août, midi—Le coton ouvre animé; uplands 8 1⁄2; Orléans 8 5⁄8. Ventes 1200 balles.

New York, 9, midi—Actions fermes. Or à 116 7⁄8. Sterling longs 9 1⁄2, court 10 5⁄8. Bonds 112.

Coton calme, Orléans à 20. Ventes 400 balles.

New York, 9 août—Un individu qu'on suppose être le meurtrier de Nathan a été arrêté hier dans le New Jersey. On l'amènera ici aujourd'hui.

Autres Nouvelles.

Le *Picayune* du soir publie les dépêches spéciales qui suivent:

New York, 9—La garnison de Strasbourg compte 18,000 hommes, prêts à soutenir un siége.

Les écluses de la Moselle ont été ouvertes et Metz est entouré d'eau.

Dans la bataille de samedi, l'armée française n'avait que 35,000 hommes, et les Prussiens 140,000.

Meeting scandinave à Chicago.

Les Scandinaves habitant Chicago ont tenu avant-hier au soir (mercredi), un *mass meeting*, comptant cinq ou six cents personnes environ, et composé de Suédois, de Norvégiens et de Danois. La ton général des discours a été l'expression d'un sentiment d'hostilité contre la Prusse à cause de sa conduite dans l'affaire de Schleswig-Holstein, de sympathie aussi pour l'unité allemande en dehors de la domination prussienne. Voici, du reste, les résolutions adoptées.

Attendu que la conduite de la Prusse dans l'affaire du Schleswig, a donné aux Scandinaves la conviction que leur voisin du Sud ne se propose pas de résoudre cette question suivant la justice et les traités;

Attendu que les peuples des trois contrées du Nord sont forcés d'interpréter cette conduite injuste et provocatrice comme une preuve que la Prusse guette une occasion favorable pour accroître son territoire à leurs dépens; et

Attendu que nous ne voyons pas trop comment le danger qui menace le Nord pourrait être délivré si une puissance plus forte que la Prusse, ne contraint celle-ci à respecter les droits des faibles; il est

Résolu que les Scandinaves ici expriment leur conviction que la cause de la France dans le conflit actuel, mérite notre plus chaude sympathie;

Que, en exprimant cette sympathie, [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] de son [illegible];

Que, en envoyant nos salutations cordiales à nos frères qui sont restés dans la mère-patrie, nous exprimons le vœu et l'espérance que la guerre actuelle amène une solution satisfaisante pour les intérêts du Nord, de la question du Schleswig, et que la Suède, la Norwège et le Danemark s'unissent mutuellement, prêtant d'abord dans cette occasion aussi bien que dans toutes celles où l'indépendance et l'honneur du Nord seraient menacés, de quelque côté que vienne le danger.

Amérique.

Souscription Patriotique

OUVERTE PAR LES RÉSIDENTS FRANÇAIS DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

—AU PROFIT—

Des Soldats Blessés et des Victimes de la guerre, en France.

Sous la direction d'un bureau ainsi composé:

Président: ALBIN ROCHEREAU; Vice-Présidents: JOSEPH GIROD, PAUL ESTRADE, FÉLIX LIMET, L. GRAND; Secrétaire, J. TOUATRE; Trésorier: ERNEST MÉRILH.

Un comité composé de trente membres a été désigné par le Bureau. Chacun des membres de ce comité, porteur d'une liste paraphée par le président et le secrétaire du bureau, est autorisé à recevoir des souscriptions. Des listes de souscription ont, en outre, été déposées aux endroits suivants:

A. Rochereau, 16 et 18, rue St-Louis.
Bureau de l'*Abeille*, 73, rue de Chartres.
L. Fréaghe, 14, rue de Chartres.
Librairie de Bourdelin et Lévy, rue Conti, coin du Passage de la Bourse.
Bureau de l'*Époque*, 111, rue de Chartres.
Gallet et Escolan, coin Chartres et Bienville.
Théophile Goffoin, coin Dumaine et Vieille-Levée.
Joseph Lalanne, 282, rue Vieille-Levée.
P. Garreau, 61, rue Vieille-Levée.
L. Momenthei, coin Canal et Bourbon.
F. Grand, 13, rue Carondelet.
A. Dulac, rue Dryades, près Poydras.
Barrière, coin Remparts et Poydras.
F. Paulin, au Stock Exchange.
Camille Barré, coin Madison et Vieille-Levée.
Barthélemy Anthony, coin Ursulines et Vieille-Levée.
F. Bachet à Baton Rouge.
J. Feilly, paroisse Ascension.
L. Lecompagne, voyageur dans les paroisses.

CHRONIQUE LOCALE.

L'ENFANT DIGBY RETROUVÉ.—Hier de bon matin, le capitaine de police James M. Broadwell alla frapper à la porte de M. Digby pour lui annoncer qu'il avait chez lui, rue Chestnut No 40, 4me District, un enfant qu'il croyait être sa fille. M. Digby s'est aussitôt suivi le capitaine et, arrivé à son domicile, reconnaît sa petite Mollie dans les bras de Mme Broadwell.

Un quart d'heure plus tard, l'enfant était reconnue par sa mère, qui l'a reçue avec des transports de joie.

Mme Broadwell et son mari avaient reçu lundi, dans l'après-midi, un message d'une femme de couleur qui les priait d'aller la voir pour quelque chose d'importance.

Ils furent chez elle et cette femme leur montra l'enfant, en disant que mercredi dernier une femme de couleur l'avait laissé devant la maison et qu'elle n'avait pas revu cette femme depuis. Comme elle avait elle-même une nombreuse famille, elle pria Mme Broadwell de prendre l'enfant et de tâcher de découvrir les parents.

Le capitaine et sa femme voyant que l'enfant répondait au signalement donné par M. Digby, consentirent à la prendre. M. Broadwell, interrogé par la police a dit, non sans répugnance, que la femme qui lui avait remis l'enfant s'appelle Ellen Angelo, demeurant au coin des rues Belle Castle et Camp, dans le 4me District.

La police étant allée à la recherche de cette femme, l'a trouvée en effet à Pascagoula, indiqué. C'est une mulatresse, âgée d'environ 35 à 40 ans, d'un teint assez clair, et propriétaire du terrain qu'elle habite. Elle a plusieurs enfants et chez elle se trouvait une jeune femme de Mobile, d'une beauté remarquable.

Plusieurs autres personnes ont été trouvées dans la maison. De leur rapport, il résulte que l'enfant y était depuis une dizaine de jours et que la femme qui l'y a amenée est la sœur d'Allen Angelo, habitant Mobile. La police a arrêté Allen et a envoyé, par le télégraphe, à Mobile, l'ordre d'arrêter sa sœur.

CONVENTION RADICALE.—Cette convention s'est réunie hier, à midi, mais s'est immédiatement ajournée à 7 heures du soir.

La seule question agitée, a été celle de l'élection des officiers permanents. Le Gouverneur Warmoth et le lieutenant-gouverneur Dunn étant les seuls désignés comme candidats, Dunn a été élu président de la convention par une vote de 88 contre 42.

Puis, la convention s'est ajournée.

NOUVELLES DIVERSES.—Le corps d'un homme de couleur inconnu, âgé d'environ 30 ans, a été trouvé dans le vieux Bassin, du côté de la rue St. Claude. Il avait un habit noir, des pantalons gris, une chemise de flanelle grise et des souliers.

Thomas Haro, âgé de 20 ans, natif de la Havane, a été arrêté dans une salle d'encan rue de Chartres, où il avait volé à M. John R. Barton sa montre en or. Ayant été arrêté en flagrant délit, il a jeté la montre, mais il n'en a pas moins été arrêté et envoyé en prison par le recorder Gastinel. On dit que Haro appartient à une famille respectable et qu'il avait hérité depuis peu de quelque argent. On dit aussi qu'ayant de bonnes relations sociales, il en profitait pour filouter à son aise sans jamais être soupçonné de la police.

L'AFFAIRE DU CANAL DE L'ILE AUX VAISSEAUX.—M. Geo. Lacey, avocat de la ville, annonça hier matin à la 5e Cour de District qu'il a reçu de la Cour Suprême, siégeant à Mouroe en ce moment, un writ de *mandamus* ordonnant à la dite Cour d'accorder un appel dans l'affaire du dit Canal, afin que la Cour puisse en juger en novembre s'il y a lieu un effet à suspendre.

CONSEIL DES ADMINISTRATEURS DE LA VILLE.—Ce Conseil s'est assemblé hier soir, sous la présidence du maire Flanders.

M. Delamas est autorisé à adjuger à J. de Pouilly les travaux à faire à la salle de Bal d'Orléans pour l'usage de la Première Cour de District. Le montant alloué est de $4,905, et la sécurité d'Edouard est de $5,000.

Le maire a présenté au Conseil une lettre qu'il a reçue de la paroisse Pointe-Coupée, dans laquelle on lui donne avis que par suite des éboulis qui ont eu lieu aux bords du fleuve, il devient urgent de transporter les restes de Julien Poydras, grand philanthrope, du cimetière de Ste-Catherine à celui de Ste-Marie, qui est au centre de la paroisse. Les autorités de la Pointe-Coupée demandent que la ville les aident dans les frais de ce changement de tombe.

Le Conseil a référé cette lettre au maire et à l'administrateur des finances.

M. West est autorisé à accorder à John Clark le contrat pour la fourniture de houillère à l'usage de la machine de desséchement de la rue Bienville. La somme allouée est de $3,500.

Le Conseil décide que la réclamation de Jas. J. Ottara, contracteur, soit réglée par une évaluation de certificats.

Après un long débat, le Conseil a décidé que les chiens attrapés errants seront mis à mort 48 heures après, si les propriétaires ne viennent pas les réclamer.

Une ordonnance pourvoyant au payement de l'intérêt sur les anciens bons de la ville de Jefferson, a été lue et déposée momentanément sur le bureau.

Nombre de résolutions ont été référées aux administrateurs.

Une ordonnance a été adoptée pour le paiement des réclamations du Dr. Southworth, annotateur des hypothèques, s'élevant à la somme de $37,501.

Une ordonnance a également été adoptée pour vérifier les certificats délivrés par le corps aux personnes qui ont servi dans les juris d'enquête.

TEMPÉRATURE—9 Août 1870.

THERMOMETRE DE C. DUHAMEL, OPTICIEN.

6 heures A. M.	...	81 degrés
12 "	...	86 "
3 " P. M.	...	89 "
6 "	...	86 "

☞ L'Académie française s'était réunie hier pour sa séance ordinaire du jeudi, lorsqu'elle a été informée du malheur qui venait de la frapper dans la personne d'un de ses membres les plus éminents, M. Prévost-Paradol, mort subitement à Washington le 20 juillet. M. Jules Sandeau, directeur, a immédiatement levé la séance, en signe de deuil.

ACCIDENT A BORDEAUX.—Une épouvantable catastrophe est arrivée le 18 juillet, au parc bordelais, à Bordeaux, à trois heures et demie.

Une foule considérable s'était rendue aux courses landaises. Les gradins étaient déjà complètement garnis; la représentation allait commencer, lorsque tout à coup un cri d'effroi se fait entendre. La tribune des places à 1 franc, contenant environ 700 spectateurs, venait de s'écrouler avec fracas, entraînant dans sa chute et jetant pêle-mêle un grand nombre de personnes.

Le nombre des morts est actuellement de six au moins. Une centaine de blessés, dont quelques-uns très grièvement.

☞ Il n'est pas étonnant que les bonnes gens vous fassent l'éloge de la machine à coudre à points tordus de WILCOX & GIBBS, que les poëtes, les orateurs, les théologiens, les philosophes, &c., parlent de son influence sur les intérêts sociaux et sur la destinée de la femme. A vendre par M. S. Hedrick, 87 et 118 de la rue du Canal.

☞ La machine à coudre de Grover & Baker a obtenu le premier prix accordé à la meilleure machine pour familles, aux Foires d'Etat de la Louisiane et du Texas, en 1869. Bureaux, 182, Canal.

☞ Une expérience de plus de quarante ans et une circulation dans toutes les parties du globe ont clairement prouvé que le VERMIFUGE DE B. A. FAHNESTOCK est efficace et peut être administré en toute sûreté. Il y a longtemps qu'un grand nombre de médecins le conseillent comme une préparation supérieure. Il est patronné par les membres les plus éminents de la Faculté des Etats-Unis et des Canadas, le prescrivent journellement. Nous ne connaissons pas de remède de ce genre qu'on ait autant employé. Elle a délivré, sans hésitation, des certificats qui, bien souvent, n'étaient pas sollicités.

Test à l'acheteur à examiner avec soin chaque [illegible] qu'on lui vend. Le simple nom de FAHNESTOCK ne suffit pas; il faut qu'il soit précédé des initiales B. A.

Le Vermifuge de B. A. FAHNESTOCK se trouve dans toutes les pharmacies.

Loterie Royale de la Havane.—$300,000 en or. Tirage tous les dix-sept jours. Lots payés en or et tous renseignements fournis. Les lots les plus élevés payés pour doublons et monnaie d'or et d'argent de toutes sortes.—TAYLOR & Co., banquiers, 16 Wall street New York.

Bureau de la Société d'Assistance, de Bienfaisance Mutuelle et d'Assurance sur la Vie en Louisiane, Au No 100 de la rue Carondelet. Nlle-Orléans, 9 août 1870. Les membres de cette Société sont informés du décès de CHARLES KROEGER, mort dans cette ville le 24 mai; d'EDWARD G. BRIDGE, mort dans cette ville le 24 mai; de RICHARD T. NOLAN, mort dans cette ville le 25 mai; de JOSEPH PARISEY, mort dans cette ville le 4 juin 1870. Ils sont requis, sans autre avis, de venir payer, de 25 et 30 cent chacun des polices, pour couvrir les sommes de $12,000 et payés par la Société. R. W. YOUNG, Secrétaire.

JACOB OTT, Entrepreneur et Constructeur, 194...RUE DELORD...194 (Près Magazine.) TOUTE ESPÈCE DE TRAVAUX EXÉCUTÉS PROMPTEMENT. Il s'occupe lui-même des réparations nécessaires de charpente et de menuiserie. Il fait et répare les cuves. Plans et devis pour constructions nouvelles. Commandes laissées à l'adresse ou à la boîte aux lettres du Merchants Exchange, No. 31 rue Union, entre les rues Charles et Carondelet, seront exécutées promptement.

ENTREPOT DE TAPIS, Au No 17 de la Rue de Chartres. A. BROUSSEAU & CO., IMPORTATEURS et marchands en gros et en détail, offrent, à bas prix, les TAPIS, TOILES CIRÉES, NATTES, Rideaux, Articles de Tapisserie, Couvertures de Tables, Velours Damas, Galons, etc.

PEDRO BOSELLO vient de recevoir, par le navire à vapeur CUBA, un lot de TABAC EN FEUILLES. Ma Connaissance, en coupe et cigares de La Havane, importation directe de La Havane.

Società Italiana del Tiro al Bersaglio. La riunione ordinaria del mese avrà luogo questa sera alle ore 7½ precise. Per ordine del Presidente. G. DELL'ORTO, Segretario.

Attention! Mme Hâtes-Jde Compagnie. Nouvelle-Orléans, 10 août 1870. Assemblez-vous à votre Arsenal (Mme Hall, No 2 rue Carondelet), CE SOIR, à 7½ heures [illegible] pour affaires importantes et exercices de la Compagnie. Par ordre du Capitaine, J. L. BARJAC, 1er Sergent.

TAXES DE VILLE. AVIS AUX CONTRIBUABLES. DÉPARTEMENT DES ASSESSEMENTS Hôtel de Ville, Salle No 15. CONFORMÉMENT à la section sept de l'ordonnance de ville numéro soixante-onze, série d'administration, avis est donné que l'assessment des propriétés foncières et des meubles situés dans les limites de la ville, pour l'année 1871, est au complet; qu'il s'est ouvert, pour inspection, et rectification, au bureau du département des assessments, salle quinze, Hôtel de Ville, de neuf heures du matin à deux heures de l'après-midi, (les dimanches exceptés) pendant trente jours, de la date de cette annonce et que les assessments excessifs en imposés seront considérés. H. BONZANO, Administrateur des Assessments.

Avis important aux Jardiniers. NOUS offrons, en ce moment, pour les récoltes de l'automne, un engrais spécial préparé par la Compagnie d'Engrais de la Nouvelle-Orléans, et que nous garantissons être bien supérieur sous le rapport de la qualité et de l'efficacité. Nous ne le vendons que le connu. Nous avons la conviction que si les jardiniers font l'essai d'un baril seulement, ils en seront pleinement reconnaissants. Nous vendons également des instruments de jardinage. A bon marché: Houes, Râteaux, Semoirs à bêche, Sarcloirs, Récureurs à herbes, Arrosoirs, Pompes de jardin, etc. SIZER & OWEN, Au No 74 de la rue Carondelet.

GRANDE EXCURSION DE CHEMIN DE FER —ET— CONCERT-PROMENADES —SUR LE— CHEMIN DE FER DE MOBILE ET DE CHATTANOOGA, Et jusqu'à l'Habitation MICHOUD, A 15 milles de la ville, DIMANCHE, 14 AOUT 1870. L'USAGE des chars a été généreusement offert à la Société de Bienfaisance des Fils de la Louisiane, pour contribuer à la somme destinée à faire bâtir une tombe. Les chars partiront du pied de la rue du Canal; ils s'arrêteront à l'ancien dépôt du chemin de fer Pontchartrain, et à la station de la rue Claiborne pour recevoir des passagers. —DÉPARTS— De la ville: 8 heures. De l'hab. Michoud—Retour 3 heures et demie. Il y aura des places réservées pour les dames et leurs cavaliers. Des rafraîchissements de toutes sortes. Prix de passage aller et retour et entrée au Grounds, des dames, enfants, moitié prix. On peut acheter des billets aux principaux magasins de musique.

Avis spécial. Grand Chemin de fer de la Nlle-Orléans, de Jackson, du Sud et Mississippi Central. Les personnes qui achètent des billets aux bureaux, au coin des rues Camp et Commune, peuvent faire "check" leur bagage, de leur résidence à un point quelconque du Nord, de l'Est ou de l'Ouest, sans frais extra. S. W. SCOTT, Agent général pour les passagers.

VACCINE DE GÉNISSE FRAICHE. LE Dr. Chs. DELERY a l'honneur d'informer les familles et le public en général, qu'il vient de recevoir de Paris du vaccin de génisse. En égard aux chaleurs qui l'ont [illegible], il vaccinera tous les jours de 5 à 10 heures à 4 heures 10 après-midi, à son domicile, No 65, rue d'Orléans. Quelques tubes à céder.

COLLÈGE JEFFERSON SAINTE-MARIE, à St-Jacques, Lne., à 60 milles au-dessus de la Nlle-Orléans, sur le fleuve Mississippi. Cet ancien et magnifique établissement, incorporé par les lois de la Législature et autorisé à donner des diplômes, sera rouvert, pour l'année scolaire 1870–71, le MARDI d'Octobre. Il est dirigé par les Pères Maristes qui feront une sorte spéciale du développement de l'éducation. Les vapeurs "Convent Landings" (Pointe du Collège et le Barbert Convent) conviennent parfaitement aux bateaux qui vont à la Nouvelle-Orléans et en revenant. CONDITIONS.—Paiement en monnaie courante. Pension, [illegible], blanchissage et fournitures de bureau, par terme de cinq mois $125 00. Musique [illegible] 25 00. Pour plus de détails, s'adresser au Très-Révérend Président, au collège. Ou à l'Archevêque de la Nlle-Orléans. Et au Révérend Père d'Angles, No 3 de la rue Esplanade, Nlle-Orléans.

Perdue, UNE TRAITE, payable le 1er janvier 1871, tirée par J. F. Allen, à l'ordre de J. J. Berrio, sur Lapene & Ferré et acceptée par eux. Le paiement en a été arrêté.

DEMANDE De 200,000 pièces de traverses, (CROSS TIES.) Pour la Compagnie du Chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, de Mobile et de Chattanooga. ON demande deux cents mille traverses de chêne à livrer à la ligne, conformes aux spécifications [illegible]. [illegible] pieds de long, [illegible] pouces sur 8 pouces [illegible]. S'adresser au bureau de la Compagnie, coin des rues [illegible] et [illegible]. HENRY VAN VLECK, Ingénieur en chef.

Avis. A DATER de ce jour, MM. CHARLES V. DUGAZON, PIERRE CRABITÈS et ERNEST MÉRILH, font partie de notre maison. A. ROCHEREAU & Cie. Nlle-Orléans, 1er août 1870.

Mme WASHINGTON, Grand Magasin de Modes, Au No. 239 de la rue du Canal, Nlle-Orléans Entre Remparts et Bourgogne, AU PREMIER. FAÇONS de ROBES dans le dernier genre et le plus court délai; Toute espèce de PATRONS en papier, à vendre; ROBES, BASQUES, SACS, &c., taillés, ajustés et garnis.

Demande de nourrice. ON demande une BONNE NOURRICE, saine et bien recommandée. On préférerait une femme de couleur. S'adresser à G. CAVAROC, No 6 de l'Exchange Place.

CHANGEMENT DE DOMICILE. IMPRIMERIE DE LOUIS MARCHAND, No 129 Rue de Chartres, (Vis-à-vis de l'Hôtel St-Louis.) Impressions en tous Genres. —PRIX MODÉRÉS.— Le "Job Office" vient de recevoir des caractères neufs et très variés.

Avis. M. T. LIVRAUDAIS est chargé de notre succursale générale par acte passé devant A. D. Doriocourt, Notaire. GEORGE MOUISSON & Co. Le soussigné profite de son entrée dans la maison George McGillen & Co. pour remercier les clients et les amis du défunt dont il a l'art tous jours honoré. Il espère qu'ils continueront à lui prêter leur appui dans sa nouvelle position, et ils pourront compter de sa part sur les mêmes attentions que par le passé. T. LIVRAUDAIS.

MÉDECINS. Le Dr Jules HOMBERGER, Ancien Chef de Clinique du Dr. Sichel, à Paris, OCULISTE, 140...RUE DU CANAL...140. Consultations de 11 à 3 heures.

Dr. A. LANDRY, De la Faculté de Paris, 60....Bienville, coin Royale....60.

TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. LE Dr. LANDRY a fait établir chez lui un appareil complet pour l'application de la MÉDICATION HYDROTHÉRAPIQUE, douches froides, [illegible], [illegible], douches écossaises, etc. [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible].

Moulin à scie, A LOUER OU A TRAVAILLER EN SOCIÉTÉ. UN Moulin à scie, en premier ordre, avec 1600 acres de cyprières magnifiques, situé sur le Grand Bayou, paroisse Iberville, à six milles du Bayou Plaquemine. Le Grand Bayou communique avec le Bayou Sorrel et est navigable pour les bateaux à vapeur. BOULIGNY & ESCLAPON, 43 rue Bourbon.

J. J. ALBERT, 30....Rue de Chartres....30, Encoignure Douane, A toujours en main un grand assortiment de CHAPEAUX, de tout genre; Panamas, Feutre, Paille, Casquettes, &c., des meilleures fabriques, aux plus bas prix de la ville et de la campagne.

V. BIRI, FABRICANT ET MARCHAND DE MATELAS ET DE LITERIE, Plumes, Duvets, Crin, Laine, Paniers à linge. IMPORTATEUR DE Vins, Eaux-de-vie, de fantaisie, etc. Au No 80 et 82 de la rue de Chartres.

FABRIQUE DE CANDI. Une des plus Grandes Fabriques du Sud. EST EXPLOITÉE PAR NORMAN & REISS, 121 et 123, rue Vieille-Levée, 232 et 234. ILS Y FABRIQUENT CONSTAMMENT Du Candi en gros et en petits bâtons, Toute espèce de Candis à la crème, Toute espèce de candis nougats, Candis fins, Candi sucré (Horehound), Candi tressé, Candi dur, Popping Kisses américains, Pâte de Jujube, Toute espèce de Chocolats, Gommes, Bonbons fins. Et tout ce qui se rattache au COMMERCE DE CONFISERIE. Toute espèce de GATEAUX ornés et simples, GATEAUX DE MARIAGE faits sur commande dans le plus court délai. Ils importent toutes sortes d'Articles ÉTRANGERS, tels que Boîtes de fantaisie, Capotières de toutes grandeurs, Feuilles de pâte de gomme, Feuilles or et argent, Toute espèce de roses, Fleurs de tous genres, Cornes d'abondance, Sacs de fantaisie, Papier dentelle, etc. Qu'ils vendront au plus bas prix du marché.

BON TON CANDI. BOITES A SURPRISES. Toutes les boîtes sont remplies avec du Candi assorti et parfumé, et chaque boîte vous contient UNE SURPRISE. MONTRES EN OR ET EN ARGENT, CHAINES DE MONTRES, ÉPINGLETTES, POUR DAMES ET MESSIEURS, BOUTONS DE MANCHES, BOUTONS DOUBLES, BOUCLES D'OREILLES, ETC., ETC., ETC. Manufacturés par GEO. MILLER & SON de Market St. Philadelphia. 300 DOUZAINES, viennent d'arriver, et A vendre en détail à 25 cents, par NORMAN & REISS, Seuls Agents. Nos 121 et 123 de la rue Vieille-Levée.

Changement de Domicile. LE Docteur A. DE ROALDÈS a transféré son domicile rue St Philippe No 124, entre Bourgogne et Rampart. Heures de consultation, de 11 h. à midi, et de 2 h. à 4 h. du soir.

Importations récentes. 40 douzaines CHAMPAGNE LOUIS ROEDERER, de Reims, [illegible] Un grand choix de vins de CRUSE & FILS FRÈRES, en barriques et en caisses. A vendre par F. E. CASTENDYK, Au No 48 de la rue Tchoupitoulas.

Avis aux Pharmaciens. UN FRANÇAIS, ayant fait des études médicales et pharmaceutiques à Paris, offre ses services aux pharmaciens de la Nouvelle-Orléans. Bons certificats et [illegible]. S'adresser par lettre, à M. J. L., au bureau du journal.

Banque des Citoyens de la Louisiane. Nlle-Orléans, 1er août 1870. AUJOURD'HUI, à une réunion des Directeurs, il a été déclaré un dividende semi-annuel de huit pour cent sur le capital actif—dividende qui est libre de la taxe des Etats-Unis, et sera payé aux actionnaires à partir de lundi, 15 courant. J. L. DELERY, Caissier.

Compagnie d'Assurance Mechanics & Traders. L'ÉLECTION annuelle des Directeurs aura lieu dans les Bureaux de la Compagnie, No 12 Carondelet, LUNDI, 15 août, de 10 heures à 2 heures. CH. ERSHFELD.

TAXES DE VILLE. L'ATTENTION des contribuables qui n'ont pas encore payé leurs taxes est appelée sur la liste qu'ils trouveront en tête de la liste publiée dans ce journal. JOHN P. WALTON, Administrateur des Finances.

Avis aux consommateurs de gaz. Bureaux de la Compagnie de gaz de la Nlle-Orléans. LE public est prévenu de ne tenir aucun garçon contre toutes les personnes qui, ne se présenteraient pas avec une carte de la Compagnie, ne pourront en aucun cas recevoir d'argent. Leur carte portera la signature du surintendant général. Tout employé n'est autorisé à faire de réparations ni de remplacement d'appareils. THEOBALD FORSTALL, Surintendant général pro. tem.

HAVING ascertained that the very unusual demand for our Champagne bottles make a cause of annoyance to our customers and being desirous to meet their wishes, we take pleasure to notify them that from and after the first of September 1870 the wax shall be suppressed and a plain tin Capsule bearing the seal of our firm substituted to it so as to guard against counterfeit. KRUG & Co. A. ROCHEREAU & Co., New Orleans, General Agents for the United States.

LA société existant sous la raison sociale de PASQUIER & ABADIE est dissoute depuis le 25 juillet 1870, par acte au rapport d'Alphonse Barnett, notaire public, de cette ville. Paris des [illegible] soussigné est constitué liquidateur de la dite société. L. PASQUIER.

DENTISTES. LE DR. CHARLES E. KELLS, DENTISTE. Cabinet et domicile, No 14 rue Baronne, bloc maison après la rue du Canal. Extraction des dents, sans souffrance, au moyen du gaz hilarant ou protoxide d'azote.

Préservez vos dents. J. A. CASADAVANT, D. D. S. CHIRURGIEN DENTISTE, 130 ... RUE DU CANAL ... 130, entre St-Charles et Carondelet, où il continue à exécuter scientifiquement toutes les opérations dans l'art du dentiste. Il pose des dentiers sur plaque en or, en argent, à des prix modérés. Consultations en français, en espagnol et en anglais. Extraction des dents sans souffrance par le chloroforme.

Dr. C. BLANCKE, 416 & 418...Rue St-Charles...416 & 418. Grande Révolution dans la Chirurgie Dentaire. ALUMINIUM! ALUMINIUM! La découverte la plus récente du siècle, GRAND SUCCÈS. LE Dr. C. BLANCKE annonce à ses amis et au public qu'il pose des dents artificielles montées sur le nouveau métal, de la matière la plus légère. Les nouveaux "Aluminium" sont beaucoup plus agréables et durent beaucoup plus que les dentiers en or ou en argent. Il pose les dents avec plus de précision et de solidité.

Le Dr. A. F. McLAIN, chirurgien dentiste, a transféré son domicile au No 14 de la rue Baronne, au dessus de la rue Canal. Il sera heureux d'y recevoir ses clients et les personnes qui voudront de ses services. Il donne des consultations en français et en anglais. On le trouvera chez lui de 8 heures du matin à 5 heures du soir.

Le Dr. J. S. Knapp, CHIRURGIEN DENTISTE, Au No 16 de la rue Baronne, près Canal, étant, depuis plus de vingt ans, dentiste résident à la Nouvelle-Orléans, sollicite ses nombreux clients et les confrères [illegible] de son mérite comme opérateur.

$20 Seulement $20. LE DR. CHS. MERMILLOD a l'honneur de faire savoir à ses clients et au public en général qu'il pose des dentiers complets au prix réduit de $20. Toutes les opérations chirurgicales et mécaniques se font avec le plus grand soin et à des prix modérés. On le trouvera tous les jours de 8 à 4 heures, en son cabinet, No 91, rue Bienville. Extraction des dents sans douleur.

Pharmacie B. Dantin & Co. (Ancienne Pharmacie Gaudin.) Le soussigné fait savoir au public, qu'ayant pris la suite de cette Pharmacie, il vient de recevoir un nouvel approvisionnement de drogues et médicaments, qui lui permettra de satisfaire aux besoins du public. On trouvera dans cette Pharmacie les meilleurs médicaments aux plus bas prix. B. DANTIN & CO. Coin Conti et Bourbon.

P. & R. DE VERGES, MARCHANDS DE Charbon, ANTHRACITE, CANNEL, PITTSBURG. Nos. 196 Rue Gravier et 39 Rue Baronne. Fournissent aux familles, aux plantations et aux bateaux à vapeur, par quantités, au plus bas prix.

Avis aux Marchands de Charbon. LE public est informé que tout charbon acheté au No 20 de la rue Canal, chez le sieur Bourbon et Dauphine, avec les ordres sera reçu et renvoyé. On peut également les ordres au bureau No 101 de la rue Gravier, en face de l'hôtel St. J. J. Fitzpatrick.

Tirages de Loterie de l'Etat de la Louisiane. POUR LE 9 AOUT—CLASSE 187. 16, 45, 26, 27, 47, 39, 23, 31, 20, 51, 60, 4, 46. Les tirages ci-dessus, publiés dans tous les principaux journaux, se font en public et journellement, dans les salles de la Compagnie. HOWARD, SIMMONS & Co., Contractants. Rue St-Charles, encoignure Union, Nlle-Orléans, Louisiane. 9 août 1870. H. PERALTA, ADAM GIFFEN, Commissaires. ☞ Méfiez-vous des fausses Loteries.

Grand Pique-Nique, Promenade, Concert et Soirée Dansante, DONNÉE PAR LE GEN CONCLAVE No 26 S. · W. · M. · AU FAIR GROUNDS, Dimanche 4 Septembre 1870. Amusements Champêtres: Grand Jeu de Base Ball, Course de Pony, à pied pour les membres du Conclave, en Vélocipède, Jeux, ouverts pour tous. Le chasse aux canards, les yeux bandés. Jeu du Pantin à la Crème, les yeux bandés. Chasse au Pigeon dans la farine, les yeux bandés. Bal dans la Maison Octogone. Les Dames ne sont admises que par invitation qu'on peut se procurer en s'adressant aux membres du Conclave.

PREMIER RAPPORT SEMI-ANNUEL DE LA Société d'Assistance, de Bienfaisance mutuelle et d'Assurance de la Vie, EN LOUISIANE —Du mois d'août 1869 au 30 juillet 1870.— MONTANT reçu des porteurs de polices, au [illegible] ... Montant reçu des porteurs de polices, en dépôt ... Montant reçu des membres, pour assessments ... Montant reçu provenant d'intérêt et dividende ... Montant provenant de dons ... Pertes payées pour 32 décès ... Fonds de secours ... Commissions payées aux collecteurs ... Fournitures de bureau, annonces et impressions ... —ACTIF— [illegible]. JNO. DAVIDSON, Président. L. P. MARES, F. GAUDERE, WM. COOPER, Comité de finances.

Hôtels—Restaurants—Cafés. B. PHILIBERT, HOTEL, RESTAURANT, ET SALLE DE BAL, MANDEVILLE.

CRESCENT HOTEL, A LA BAIE ST-LOUIS. AUGUSTE FINO, Gérant. CET établissement, aux vastes dépendances, se recommande par sa belle situation sur le plus joli point du bord de la Baie St-Louis. Les personnes peuvent y trouver tous les agréments qu'on a droit d'exiger dans un hôtel de premier ordre. Les familles, quelque soit leur nombre, y trouveront de la place, et peuvent compter sur des soins et attentions. Les chambres sont grandes et bien aérées. [illegible] [illegible]. Prix: Pension et logement, $75 par mois; enfants au-dessous de 10 ans, $8; domestiques, moitié prix. Service de l'Hôtel, bains gratis. S'adresser au Gérant.

Baie St-Louis. Pension de Madame J. W. Johnson. MADAME J. W. JOHNSON a l'honneur d'informer ses amis et le public qu'elle a disposé sa maison, à la Baie St-Louis, pour recevoir des pensionnaires.

HOTEL BARNES, AU MISSISSIPPI CITY. J. B. MAYER & Co....Propriétaires. L'ouverture en aura lieu le 1er juin 1870. Un "Brass band" (instruments en cuivre) a été ajouté aux attractions de la maison, et qui complète le programme. Il y a pension par mois, et par semaine. Les personnes qui voudront s'y rendre trouveront une voiture à la station. La maison est pourvue de viandes, poisson, fruits et légumes à un degré de perfection. La cuisine sera l'objet d'une attention particulière. Les propriétaires ne négligeront rien pour que les visiteurs trouvent le séjour de leur établissement agréable. Le Pavillon, Le Restaurant, [illegible] Cabinets pour les familles et les demoiselles.

[illegible] du Canal—Nord du Golfe—Louisiane. Le susnommé ouvrira cet Hôtel le 4 juin 1870. Il n'a rien épargné pour en faire la première maison de bains du Sud. Le service de ses bateaux et voitures est excellent. Le pavillon pour les danses est vaste et élégant. Les chambres sont bien aérées et commodes. Des ombrages pour le délassement. Le bateau à vapeur "Col. D. S. Cage" [illegible] les MARDIS et les SAMEDIS. Il y a toutes les commodités. Adresser les lettres devant être adressées au [illegible] N. O. P. O. Pension à $2 par jour, $12 par semaine, $40 par mois. Les enfants et les domestiques, paient demi-prix. Pour plus de détails s'adresser à M. Edm. Deslondes, 77 rue Carondelet. E. MARGOT, Propriétaire.

RESTAURANT COSMOPOLITE, RUE ROYALE, No. 11, Entre les rues Canal et Douane. LOUIS CHAPLAIN, Propriétaire. On y trouvera tous ce que la saison donne de mieux, et toute espèce de vins de choix. Les Soupers, Banquets, Repas de Noces, etc., y sont servis avec soin. Il y a des salons particuliers pour les dames.

Propriétés à vendre et à louer.

A Louer. A partir du 1er octobre, les beaux MAGASINS, Nos 22 et 24, rue St. Charles, entre Canal et Commune, à côté de l'ancien Commercial Bulletin, bien adaptés pour un commerce de chemiserie, chaussures, etc. S'adresser à JAMES M. ZACHARIE, Au No 26, rue Carondelet.

A vendre. LE fonds et le bail de la grande grocerie, 217 de la rue Rampart, près Erato. [illegible] [illegible] Pour plus de détails, s'adresser sur les lieux.

Un beau Magasin en briques, A VENDRE. UN MAGASIN avantageusement situé, rue Tchoupitoulas, près Poydras. [illegible] [illegible]. S'adresser par lettre, au Bureau de Poste de la Nlle-Orléans.

A vendre. UN Café, Billard et Pension, bien situé et offrant des conditions avantageuses. Pour plus de détails s'adresser au No 84 de la rue Bienville.

A vendre. UN moulin à riz, au complet et prêt à fonctionner. Il [illegible] [illegible] [illegible]. S'adresser à Fred. W. [illegible].

A LOUER. La Résidence en briques située à l'angle Nord-Ouest des rues Bourbon et Ursulines, avec installations de gaz, chambre à bain, etc. S'adresser à C. Dufour, rue Bienville, No 45.

J. J. HEALY, Sculpteur de Marbre, Marchand de Marbre, Marbres d'Italie, de Vermont et North-River. Monuments funèbres et tombes en granit. Plaques de marbre pour meubles et cheminées. Au No 184 de la rue Vieille-Levée.

CHATEAU DES FLEURS. A PARTIR du 15 juillet, MM. CAZERES & BORDUAS donneront tous les dimanches et tous les jeudis, à 8 heures du soir, au Château des Fleurs, un grand concert vocal et instrumental. [illegible] [illegible] [illegible] [illegible].